L'impact du COVID-19 sur les Mineurs d'Or Artisanal dans l'Est de la RDC

Le projet pour l'or commercialement viable et sans conflit de USAID, connu localement sous le nom de «Zahabu Safi» est un programme de cinq ans, mis en œuvre en République démocratique du Congo (RDC) par Global Communities et Levin Sources. Le projet est conçu pour s'appuyer sur les récents succès réalisés par des initiatives financées par des bailleurs pour exporter de l'or produit de manière responsable à des acheteurs de bijoux en Amérique du Nord et en Europe.

Introduction

Zahabu Safi a participé et cofinancé une activité de collecte de données sur l'impact du COVID-19 sur les communautés ASM dans l'est de la RDC dans le cadre d'une initiative mondiale dirigée par Delve. Delve est une plateforme mondiale de données en ligne sur l'ASM, financée par la Banque mondiale. Delve a lancé une activité mondiale de collecte de données en mai pour surveiller et enregistrer les impacts spécifiques du COVID-19 sur le secteur minier artisanal et à petite échelle. Il visait à fournir des instantanés réguliers sur des zones géographiques ASM spécifiques sur les impacts du COVID-19 sur: (i) les marchés et les chaînes d'approvisionnement; (ii) la santé et la sécurité; (iii) la sécurité alimentaire; (iv) l'engagement du gouvernement & la prestation de services; (v) la sécurité humaine (dans certaines zones géographiques); et (vi) le genre. Les informations et données capturées sont présentées sur le site Web de Delve. Ces données sont destinées à être utilisées pour informer l'ASM sur les interventions à moyen et long terme par suite du COVID-19.

La collecte de données a fourni des informations sur les six domaines thématiques, donnant une première image de la façon dont la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les communautés ASM dans ces provinces. Les entretiens avec les mineurs et les principales parties prenantes présentent une image mitigée. La pandémie a conduit les communautés ASM à faire face à des difficultés pour accéder aux besoins de base tels que l'approvisionnement alimentaire, et a également mis en évidence les limitations dans les services de soutien fournis et le manque de mesures appropriées pour empêcher la propagation du virus dans le secteur ASM. Les principales conclusions résumées dans cette note d'information sont les suivantes:

- L'accès à la nourriture est devenu de plus en plus difficile pour les familles des communautés ASM. L'insécurité alimentaire a augmenté en particulier pour ceux qui dépendent des produits importés.
- Le COVID-19 semble avoir eu un impact limité sur la dynamique de genre et la sécurité dans les communautés ASM et autour des sites miniers.
- La chaîne d'approvisionnement en or de l'ASM a été perturbée par un certain nombre de facteurs, notamment une baisse du prix local malgré une augmentation internationale du prix de l'or, la fermeture des frontières limitant l'accès aux équipements et au commerce réel de l'or, l'accès global réduit au financement et aux intrants pour la production d'or.
- Malgré les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le commerce illégal de l'or s'est poursuivi car les commerçants illicites ont pu continuer à faire de la contrebande d'or en utilisant des camions d'autres biens essentiels.
- Une communication de sensibilisation a eu lieu, mais l'assistance pratique et l'intervention gouvernementale dans les communautés ASM ont été limitées.

- Bien que des mesures préventives aient été suggérées et communiquées dans les communautés ASM, nombre d'entre elles se sont avérées peu pratiques et irréalisables pour le secteur ASM, laissant les mineurs et autres parties prenantes des opportunités limitées pour prendre des mesures préventives.
- Les répondants ont suggéré que la confiance dans l'intervention du gouvernement et les rapports sur la pandémie de COVID-19 étaient limités.

Méthodologie

Chronologie et portée

La collecte de données de Zahabu Safi s'est déroulée du 25 mai au 31 juillet 2020. La collecte a porté sur 26 sites miniers artisanaux et à petite échelle (ASM) répartis géographiquement comme suit: 14 sites au Sud-Kivu, 8 sites dans le Haut-Uele et 4 sites en Ituri . Nous avons également mené des entretiens avec les principales parties prenantes comme suit: 7 pour le Sud-Kivu, 3 pour l'Ituri et 2 pour la province du Haut-Uele.

Collecte de données et rapports

L'équipe Delve a mis à disposition un guide de ressources pour tous les partenaires de collecte de données, qui couvrait les protocoles de collecte de données, les mécanismes de rapports et d'autres informations clés pour aider à normaliser le processus dans toutes les organisations collaboratrices. Des membres de l'équipe locale de Zahabu Safi ayant une expérience dans le secteur de l'exploitation minière artisanale en RDC ont effectué l'activité de collecte de données et utilisé les instruments d'enquête développés par Delve via la Boîte à outils Kobo pour garantir des rapports standard entre les différents partenaires de l'initiative. Les données collectées à l'aide de l'instrument Boîte à outils Kobo seront rapportées au niveau infranational (district, province, etc.) via les pages de Delve relatives au pays et au COVID-19 sur le site Web de Delve.

Principales Conclusions

Les principales conclusions de l'activité de collecte de données et des entretiens avec les parties prenantes sont présentées ci-dessous.

L'insécurité alimentaire en hausse dans les communautés ASM dépendantes des importations alimentaires

L'insécurité alimentaire a paru comme l'un des impacts les plus importants de la pandémie de COVID-19 dans les provinces où la collecte de données a eu lieu. Les familles et les communautés dépendant des aliments importés ont subi les pires impacts, mais plusieurs raisons ont été citées par les participants pour expliquer l'augmentation de l'insécurité alimentaire, en particulier:

- Baisse des revenus dans les communautés ASM renforcée par la baisse de la production d'or et par l'augmentation du prix des biens de première nécessité;
- Augmentation du prix des produits alimentaires (le prix du kg de viande a augmenté de 100% sur un site de Lugushwa et de 50% sur un site de Wamba (où 1gr d'or est passé à l'équivalent de 3,3 kg de viande);
- Pénurie de produits sur le marché, car les frontières formelles ont été fermées, de sorte que les voies d'approvisionnement habituelles en provenance de l'Ouganda et du Rwanda ont été bloquées;
- Dépréciation de la monnaie (franc congolais), qui est passée de 1.650FC / US $ à 2.000FC / US $ pendant la période de l'enquête.

Outre les fermetures de frontières mises en place par le gouvernement pour limiter les transmissions, les communautés ASM de Watsa et Wamba dans la province du Haut-Uele et de Walungu au Sud Kivu ont évoqué une détérioration de l'état des routes. Il a été observé que la capacité du gouvernement local à poursuivre la réhabilitation des routes avait été réduite en raison de la réduction des fonds due à la pandémie du COVID-19. Plus précisément, cela a été observé dans les territoires de Mwenga, Kamituga et Fizi (au Sud-Kivu). Moins lié au COVID-19, mais l'insécurité générale persistante à Kalehe (Sud-Kivu) et à Djugu (Ituri) a également eu un impact négatif sur l'accessibilité alimentaire.

La sécurité alimentaire n'a pas été perturbée dans les zones dépendant principalement des produits alimentaires locaux.

En revanche, les zones qui survivent grâce à la production agricole de subsistance (plutôt qu'aux importations) n'ont pas été si affectées en termes de sécurité alimentaire. C'est le cas de la majorité des territoires de Rungu et Faradje (Haut-Uele), Mahagi (en Ituri) et Shabunda (au Sud Kivu).

Depuis le début du mois de juillet, le prix de l'or a recommencé à augmenter, même s'il était toujours plus bas qu'avant la pandémie. Cette hausse positive du prix de l'or (par rapport au mois de mars 2020) a permis aux communautés ASM de commencer à lutter contre l'insécurité alimentaire.

Réponse limitée au COVID-19 et obstacles à la mise en œuvre des mesures de prévention

La collecte de données a montré que certains mineurs étaient au courant des mesures préventives et que des messages proactifs de protection de la santé ont été diffusés, bien que les services réels fournis aux communautés étaient limités.

La forte couverture médiatique du COVID-19 a conduit les autorités nationales congolaises à prendre un certain nombre de mesures pour limiter la propagation de la maladie en RDC. Ces premières mesures se sont concentrées sur la fermeture des aéroports et des ports pour bloquer la circulation des personnes en RDC et de celles venant d'autres pays. Les réponses suggèrent que les autorités congolaises ont utilisé des chansons de sensibilisation du public par radio pour transmettre des messages sur la prévention du COVID-19. Dans une moindre mesure, les messages WhatsApp, les agents de l'État et le personnel médical ont également été utilisés pour diffuser des messages publics.

Le lavage des mains et l'utilisation de masques ont été identifiés comme les principales mesures de santé prises pour prévenir le COVID-19 observé dans les zones minières ASM où se trouvent les répondants à

l'enquête. La distanciation sociale a rarement été citée parmi les principales mesures de prévention recommandées ou appliquées pour atténuer la propagation du virus. Dans les zones minières proprement dites, dans la plupart des cas, les mesures de prévention n'ont pas été appliquées. En fait, les répondants à l'enquête ont estimé que la plupart des mesures de prévention n'étaient pas adaptées au contexte de l'ASM. De plus, malgré la propagation du virus dans le monde, les travailleurs de l'ASM ont souvent répondu qu'ils ne pensaient pas être exposés au COVID-19. Les paragraphes suivants détaillent plus certains des obstacles en termes d'application de mesures de prévention et de réponse au COVID-19 dans les communautés ASM.

Confiance limitée dans le système de santé et faible disponibilité de l'infrastructure de lavage des mains sur les sites ASM

L'enquête a souligné que si quelques sites essayaient de placer des stations / seaux de lavage des mains à proximité de la zone minière, dans la majorité des cas, le manque de stations de lavage des mains adéquates persistait.

Les mineurs et les parties prenantes interrogés ont été unanimes à dire qu'ils ne savaient pas si des soins appropriés seraient disponibles localement en cas de maladie due au COVID-19. Le fait que le seul laboratoire basé en RDC disponible pour les analyses de test COVID-19 se trouve à Kinshasa n'est qu'un exemple pour justifier une telle situation.

Manque de confiance dans les rapports du gouvernement à l'échelle nationale et provinciale

De nombreux mineurs et parties prenantes ont déclaré qu'ils ne comprenaient pas pleinement ou ne faisaient pas entièrement confiance aux informations partagées sur les impacts du virus. Les intervenants ont évoqué la méfiance à l'égard des rapports statistiques du gouvernement. Par exemple, il a été noté que dans une province, alors que le gouvernement provincial a déclaré que tous les cas de COVID-19 précédemment identifiés s'étaient rétablis, l'INRB[1-], qui est responsable de la prise en charge de la maladie a continué à communiquer la présence de quatre cas confirmés pendant plusieurs semaines.

Soutien gouvernemental limité pour lutter contre le COVID-19 dans les communautés ASM

Hormis les mesures décrites jusqu'à présent, les pouvoirs publics n'ont pas fourni de services supplémentaires pour appuyer la lutte contre le COVID-19. Plus précisément, aucun effort n'a été fait au nom du gouvernement pour fournir des équipements ou fournir des subventions pour aider à atténuer les impacts négatifs du COVID-19 sur les communautés ASM. Cependant, il convient de noter qu'**aucun cas de COVID-19 n'a été signalé dans les communautés ASM pendant les semaines de l'enquête**. Bien qu'en raison du manque de tests et de dépistage (par exemple, des contrôles de température) des opérateurs miniers à l'entrée des sites ASM, ces données pourraient ne pas refléter la réalité de la propagation du virus.

[1] INRB : Institut National de Recherche Biomédicale

Aucun changement majeur dans la dynamique de genre, mais une présence accrue d'enfants a été signalée

Les résultats de l'enquête suggèrent que le COVID-19 n'a pas conduit à des changements dans le rôle des hommes et des femmes dans le secteur minier artisanal.

Dans de nombreux sites concernés dans les trois provinces ciblées pour cette activité, le rôle des femmes s'est historiquement limité aux activités à faible intensité de main-d'œuvre et à bas salaire. Dans certaines zones, l'accès des femmes aux sites miniers est même interdit par le droit coutumier, y compris dans certains sites miniers du Sud-Kivu et du Haut-Uele. Cependant, dans l'échantillon des 26 sites concernés, dans deux cas, les principales parties prenantes interrogées étaient des femmes qui étaient en charge des puits. Elles se trouvaient dans le territoire de Mwenga au Sud Kivu et dans le territoire de Wamba dans le Haut-Uele.

En revanche, une présence accrue d'enfants a été signalée sur les sites ASM depuis l'épidémie de COVID-19 en RDC. Dans un effort pour limiter la transmission du COVID-19 dans tout le pays, le gouvernement de la RDC a fermé toutes les écoles du pays. Dans les communautés ASM et dans les zones où l'enquête a eu lieu, la fermeture d'écoles ainsi que la réduction des revenus dans de nombreuses communautés ASM auraient entraîné un afflux d'enfants sur les sites miniers ASM dans les territoires de Mwenga, Kabare et Shabunda (en Province du Sud-Kivu) et Watsa (Haut-Uele). Faute d'engagement scolaire, on a vu des enfants travailler sur les sites en tant qu'opérateurs ou vendeurs de divers produits alimentaires.

La sécurité des sites ASM n'est pas directement impactée par COVID-19

Selon les entretiens sur site et les entretiens avec les parties prenantes, les changements dans la sécurité humaine ont été attribués à d'autres facteurs et non directement à la pandémie du COVID-19. Dans le Haut-Uele, les répondants ont dit se sentir en sécurité; tandis que des réponses plus neutres ont été fournies pour le Sud-Kivu et l'Ituri. Il est à noter que les territoires de Fizi et Kalehe (au Sud-Kivu) et de Djugu (en Ituri) connaissent continuellement des périodes d'insécurité, principalement liées à la présence et à l'activité de groupes armés. Plus précisément lors de l'épidémie de COVID-19 et de la réalisation de l'enquête, le groupe armé CODECO a été très actif sur le territoire de Djugu en Ituri. Au Sud-Kivu, les groupes Maï Maï étaient également particulièrement actifs dans le territoire de Fizi et à Nyatura dans le territoire de Kalehe. L'activité de ces groupes armés est antérieure à l'avènement du COVID-19 dans la région. Dans la province du Haut-Uele, la situation sécuritaire est restée stable et ne représente pas une préoccupation majeure pour les communautés ASM.

Enfin, en ce qui concerne le commerce de l'or, l'analyse des données suggère que les groupes armés et autres acteurs illégitimes ont pu continuer à opérer, même pendant la pandémie. Ils sont capables de contourner les protocoles gouvernementaux pour exporter illégalement des minerais artisanaux, malgré la fermeture des frontières.

Perturbations des chaînes d'approvisionnement depuis la pandémie de COVID-19

Baisse de la production, accès réduit aux intrants et au financement

Il a été signalé que la production d'or avait diminué sur la plupart des sites en raison d'un accès réduit aux intrants opérationnels de base. Par exemple, le prix du carburant a augmenté entre 100% et 200% sur différents sites au Sud-Kivu et 25% sur un site de Faradje (Haut-Uele). Les mineurs et les parties prenantes ont confirmé qu'il était difficile pour les opérateurs ASM de s'approvisionner en équipements tels que la barre de mine, les pelles, les sacs, les marteaux-piqueurs et les explosifs, qui sont tous des produits importés. En plus d'un accès réduit aux intrants, le financement des activités minières a diminué. Un accès réduit au financement signifie un accès réduit aux équipements de production et aux approvisionnements alimentaires pour les mineurs.

Les opérateurs ASM obtiennent des rendements inférieurs malgré la hausse des prix internationaux de l'or

Exporter légalement de l'or de la RDC est devenu encore plus difficile pendant cette période car les frontières étaient fermées. À l'échelle mondiale, une offre réduite a poussé les prix internationaux à un niveau plus élevé au cours de la pandémie. Mais, comme les routes légales pour exporter l'or de l'est de la RDC étaient fermées, les routes restantes étaient moins nombreuses et plus risquées. Ainsi, le marché axé sur la demande impliquait que les acheteurs locaux (commerçants) pouvaient acheter de l'or à partir des mines à un prix inférieur. La collecte de données suggère que les acheteurs (commerçants) sont restés disponibles et actifs sur les sites ASM, mais ils n'étaient prêts à payer qu'environ 50% du prix pré-COVID. Cependant, depuis le début du mois de juillet 2020, le prix de l'or sur les marchés internationaux n'a cessé d'augmenter.

Au Sud-Kivu, la dynamique était différente de celle de l'Ituri / Haut-Uele, compte tenu des itinéraires traditionnels de la chaîne d'approvisionnement via les pays voisins. Dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uele, de nombreux commerçants achètent de l'or et l'apportent à Beni / Butembo (dans la province du Nord Kivu). Ils pouvaient et voulaient continuer à traverser la frontière, malgré la fermeture formelle de la frontière entre la RDC et l'Ouganda pour vendre aux exportateurs en Ouganda, qui offrent toujours un meilleur prix pour l'or que les comptoirs qui exportent directement de la RDC. Les exportateurs ougandais avaient conservé suffisamment de liquidités au cours des premiers stades de la pandémie de COVID-19 pour continuer à en faire une voie d'exportation viable. Au Sud-Kivu, traverser et partir du Rwanda a été plus difficile. Des commerçants illégaux se sont associés à des chauffeurs de camions pour faire passer de l'or en contrebande à la frontière. Les frontières devant rouvrir à la mi-août et les anciennes chaînes d'approvisionnement redevenant viables, les prix avaient atteint 75 $ / g début août dans la ville de Kamituga au Sud-Kivu. (Voir ci-dessous pour plus de détails.)

Baisse de la valeur du franc congolais faisant de l'or une alternative

Les mineurs et les parties prenantes ont confirmé que l'or a été utilisé comme monnaie alternative, compte tenu de la dépréciation du franc congolais et de la rareté générale des dollars tant dans les banques que sur le marché noir.

Baisse des exportations officielles, augmentation de la contrebande

Les exportations ont également ralenti. Au Sud-Kivu, il n'y a pas eu d'exportation légale officielle d'or entre mars et juin 2020. Les comptoirs (grands commerçants qui peuvent également opérer comme exportateurs) basés dans cette province exportent à l'étranger. L'or est transporté vers les pays de destination dans les bagages à main sur les vols commerciaux. Étant donné que les vols internationaux ont été en grande partie suspendus, il est devenu difficile pour les comptoirs d'exporter légalement des marchandises ou des matériaux.

Dans le Haut-Uele, il n'y a pas de comptoir officiel, donc les mineurs eux-mêmes ont confirmé qu'il n'y avait pas d'exportations de cette province pendant la période pandémique. Il a été signalé que, pendant cette période, les commerçants transportaient de l'or dans des bagages à main à Beni / Butembo (Nord-Kivu) mais aussi directement en Ouganda via Aruwa. Les commerçants possédant à la fois des documents d'identité de la RD Congo et de l'Ouganda ont pu contourner la fermeture des routes commerciales officielles et continuer à faire de la contrebande d'or.

En Ituri, des camions transportant du bois, de la ferraille et du café ont été utilisés pour faire passer de l'or en Ouganda. En outre, des pétroliers qui ont transporté du carburant de l'Ouganda vers la RDC ont également été utilisés pour faire passer de l'or hors du pays. Dans un cas, un exportateur frauduleux s'est fait passer pour un conducteur adjoint des camions pétroliers. Des recherches sont en cours pour savoir s'il y a eu une exportation officielle d'or artisanal d'Ituri pendant cette période.

Conclusions

Dans l'ensemble, le COVID-19 a eu un impact négatif sur le secteur de l'or artisanal dans l'est de la RDC. Voici un résumé de ces impacts:

- Les communautés ASM sont restées en marge des initiatives de prévention et de lutte contre le COVID. Les mesures de prévention recommandées par le gouvernement n'ont pas suffisamment pris en compte la spécificité des activités minières artisanales et leurs besoins.
- Il y a eu une baisse de la production d'or ASM.
- Le prix payé aux mineurs artisanaux réduit jusqu'à 50% des prix pré-COVID en mars, avant de recommencer à augmenter en juillet et août.
- Dans certaines provinces, les exportations officielles ont cessé (Sud-Kivu), entraînant une perte de revenus.
- Il y a eu une augmentation du travail des enfants dans les mines.
- L'insécurité alimentaire s'est accrue dans les ménages miniers artisanaux.

Recommandations pour la programmation de remédiation à COVID-19 axée sur l'ASM

Les organisations qui travaillent pour soutenir les mineurs artisanaux dans la pandémie de COVID-19 en cours sont encouragées à:

- Développer un protocole de prévention contre le COVID-19 adapté aux spécificités du secteur minier artisanal.
- Investir dans l'équipement de protection individuel nécessaire, y compris les équipement pour effectuer le dépistage du COVID-19 et les contrôles de température, améliorer l'infrastructure de lavage des mains et promouvoir le lavage des mains dans les zones de production minière.
- Mettre en œuvre une campagne de sensibilisation / éducation pour les mineurs sur la manière de prévenir ou de réduire les risques de transmission du COVID-19, par ex. en mettant en œuvre des mesures d'hygiène appropriées.
- Mobiliser et entreprendre des interventions / actions pour atténuer les impacts économiques négatifs du COVID-19 sur les exploitants miniers artisanaux (y compris, mais sans s'y limiter: l'accès aux mécanismes de financement, à l'équipement, au carburant et à d'autres intrants) pour soutenir la relance des activités minières artisanales et l'achat d'or.
- Soutenir des actions supplémentaires génératrices de revenus pour les ménages des exploitants miniers artisanaux.
- Soutenir les activités de production agro-pastorales pour réduire l'insécurité alimentaire des ménages et des communautés ASM.
- Soutenir les efforts pour combattre / atténuer le travail des enfants sur les sites ASM.
- Plaider pour et renforcer les capacités des acteurs locaux (à la fois les autorités coutumières et les mineurs artisanaux eux-mêmes) sur le rôle et les droits du travail des femmes dans le secteur minier artisanal.

Annexe - À propos du projet

Mis en œuvre par Global Communities (États-Unis) en partenariat avec Levin Sources (Royaume-Uni), Zahabu Safi apporte des compétences et une expertise uniques pour relever les défis et profiter des opportunités au sein de la chaîne d'approvisionnement en or artisanal.

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) est un moteur important de l'économie de la RDC, de nombreuses communautés de l'est du pays comptant sur le secteur ASM pour leurs moyens de subsistance. Alors qu'une variété de réglementations nationales, régionales et internationales ont été mises en place pour lutter contre le commerce illégal des minerais de conflit, plus de 80% de l'or ASM produit en RDC est exporté illicitement. L'or, en particulier, continue d'alimenter les conflits dans l'est de la RDC.

La chaîne d'approvisionnement en or de l'ASM est confrontée à des défis tout au long de la chaîne d'approvisionnement et s'est souvent appuyée sur les ressources des bailleurs pour remédier aux faiblesses persistantes.

Zahabu Safi adopte une approche des systèmes de marché pour pousser la chaîne d'approvisionnement vers la viabilité commerciale et l'échelle en:

- **Augmentant la demande et le co-investissement dans l'or ASM de source responsable de l'est de la RDC**. Zahabu Safi mènera des activités visant à accroître la réputation, la visibilité et la disponibilité de l'or de source responsable de l'est de la RDC qui répond aux exigences de diligence raisonnable de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) et de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) pour les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables;
- **Augmentant le volume des exportations d'or ASM de source responsable de l'est de la RDC** en renforçant la capacité des acteurs de la chaîne d'approvisionnement en amont et intermédiaires à adhérer aux activités de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement responsable et à se conformer aux directives de diligence raisonnable de l'OCDE; et
- **Améliorant la viabilité commerciale des coopératives aurifères ASM** grâce à une formation ciblée et participative pour assurer la rentabilité et la longévité grâce à des liens commerciaux responsables, une meilleure gestion des membres et des structures de bonne gouvernance mises en place pour promouvoir des impacts positifs sur les communautés ASM.